

**12 novembre 2002, Québec**

**Ouverture du rendez-vous national des régions**

Monsieur le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones,  
Mesdames et Messieurs les ministres et députés,  
Mesdames et Messieurs les délégués des régions du Québec,  
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations nationales, Monsieur le Chef  
de l'opposition et Monsieur le Président de l'Action démocratique du Québec,  
Distingués invités,

M. Rémy Trudel vient de le souligner, nous entamons ce matin trois journées de travail, de discussions et de réflexions qui seront importantes pour l'avenir des régions et pour l'avenir du Québec tout entier.

Ce rendez-vous réunit en effet le gouvernement national du Québec et les régions, qui constituent le socle de notre nation, les régions ressources comme les régions centrales. Devant l'ampleur de l'événement, les travaux de l'Assemblée nationale ont été suspendus pour toute la durée du rendez-vous. Il sera ainsi possible à tous les députés d'être à vos côtés tout au long de notre rencontre.

Ce rendez-vous national, c'est à la fois une réponse aux régions et une porte ouverte sur l'avenir. Voilà mes deux messages de ce matin, alors que nos travaux sont sur le point de commencer.

**Une réponse aux régions**

Tout d'abord, le Rendez-vous national des régions a été convoqué et organisé pour répondre aux régions. Ce rendez-vous a en effet été réclamé par plusieurs d'entre vous, notamment par l'évêque de Rimouski, Mgr Blanchet, et par le maire de Baie-Comeau, M. Claude Martel, dont je salue d'ailleurs la présence parmi nous. Trois séries d'attentes

Vous avez demandé le rendez-vous national afin de présenter au gouvernement vos attentes, que M. Rémy Trudel vient de nous résumer brièvement. Elles s'inscrivent autour de trois préoccupations essentielles : En premier lieu, vous avez des attentes d'ordre économique. Vous voulez appliquer des stratégies de développement, qui exploitent davantage les atouts dont vous disposez, tout en investissant dans la formation de la main-d'œuvre. En deuxième lieu, vous êtes préoccupés par la vitalité de vos milieux. Particulièrement dans les régions ressources, vous êtes confrontés à des problèmes de décroissance démographique qui vous inquiètent profondément, et cela, à juste titre. En troisième lieu, vous souhaitez tous plus d'autonomie dans la façon de gérer votre milieu. Vous voulez être davantage capables d'agir sur votre propre développement et vous voulez disposer de moyens à cet égard. Des initiatives nombreuses en faveur des régions.

Le gouvernement est bien conscient de ces attentes et des difficultés qui les expliquent. C'est pour cette raison que des initiatives nombreuses ont été prises, afin que les régions disposent des outils nécessaires à leur développement.

Je veux simplement vous rappeler trois de ces gestes majeurs, qui produisent actuellement des effets indéniables :

Nous avons mobilisé des moyens financiers et fiscaux importants en faveur des régions, dans le cadre de la Stratégie de développement des régions ressources. Nous avons réalisé avec succès des interventions ciblées, comme celles qui viennent de permettre la relance de l'usine Wayagamak à Trois-Rivières, la réouverture de la Gaspésia à Chandler, l'implantation d'un centre d'appels à Caplan et l'expansion de l'aluminerie Alouette à Sept-Îles. Simultanément, nous avons adopté une politique nationale de la ruralité, qui se concrétise actuellement sous la forme de pactes ruraux conclus entre le gouvernement et les MRC. Le contexte économique global

Toutes ces initiatives s'inscrivent dans un contexte économique mondial difficile et exigeant, mais d'où le Québec se tire fort bien d'affaire. Quand je dis que le Québec se tire globalement fort bien de ce contexte extraordinairement exigeant, ce ne sont pas des mots, mais des réalités. Tout le monde le sait, l'économie québécoise performe remarquablement bien, ainsi que l'illustrent les résultats obtenus en matière de création d'emplois et de baisse du chômage.

Des résultats remarquables

Les résultats publiés vendredi dernier par Statistique Canada viennent encore le confirmer : en octobre dernier, près de 12000 emplois ont été créés au Québec, portant ainsi à près de 130000 le nombre d'emplois créés par le Québec depuis le début de l'année : Notre taux de chômage a ainsi de nouveau diminué, passant de 8,4 % à 8,1 %. Pour la première fois depuis plus de cinquante ans, l'écart du taux de chômage entre le Québec et l'Ontario est de moins de 1 %. Autre première, le taux de chômage de Montréal vient de passer au-dessous de celui de Toronto, soit 7,5 % comparativement à 7,7 %. Ici même, dans la région de la Capitale-Nationale, le taux de chômage s'établit maintenant à 6,0 %, soit l'un des plus bas taux au Canada, plus bas même qu'à Calgary. Des perspectives encourageantes

Les perspectives économiques sont également très encourageantes. Le Mouvement Desjardins prévoit que notre taux de chômage va passer sous la barre des 8 % l'année prochaine. Pour leur part, les économistes de la Banque de Montréal ont annoncé la semaine dernière qu'ils prévoient une augmentation du PIB du Québec de 4,1 % en 2003, soit plus que l'ensemble du Canada et plus que l'Ontario.

Bien sûr, nous devons tous nous féliciter de ces bonnes nouvelles. Comme vous le savez, le gouvernement a consacré des efforts considérables pour en arriver à ces résultats. Notre défi, c'est de faire en sorte que cette prospérité indéniable profite à toutes les régions, aux régions centrales comme aux régions ressources.

Plusieurs régions ont très bien performé

J'aimerais vous faire remarquer ici que de nombreuses régions profitent déjà de cette

prospérité et que plusieurs d'entre elles ont même obtenu des résultats meilleurs que ceux de Québec et de Montréal.

L'analyse que publie cette semaine l'économiste Pierre Fortin, dans le magazine L'Actualité, souligne ainsi à cet égard des choses fort encourageantes :

Des régions comme l'Outaouais, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et le Centre-du-Québec, plus précisément Drummondville, ont surpassé la moyenne québécoise pour ce qui est de l'essor de l'emploi. En particulier, et je cite Pierre Fortin, « l'excellente performance du Saguenay-Lac-Saint-Jean est une bonne surprise et contredit le discours pessimiste annonçant la mort de cette région ». Des attentes réelles

Malgré ce contexte économique globalement encourageant, malgré ces réussites constatées dans plusieurs régions, les attentes que vous avez formulées demeurent. Même si le chômage a diminué partout, il atteint encore dans plusieurs régions des niveaux que l'on ne peut accepter. Plusieurs régions ressources, puisque c'est d'elles que l'on parle à cet égard, sont confrontées à des problèmes de vieillissement de la population, d'exode des jeunes, et elles doivent absolument réussir à restructurer leur économie. Dans les régions centrales, et même si la prospérité y est visible, les attentes sont également nombreuses. De telles difficultés ne sont pas spécifiques au Québec. Même aux États-Unis, des régions entières sont affectées par des problèmes analogues. L'exode des jeunes dans les régions éloignées est une question angoissante qui touche la plupart des pays occidentaux.

Le Rendez-vous national des régions est là pour nous permettre d'affronter résolument cette situation. Le sondage publié hier matin est très encourageant à cet égard, puisqu'il confirme qu'un large consensus existe au sein de la société québécoise sur la nécessité d'assurer la survie des régions.

Notre présence ici est l'illustration de cette volonté collective d'analyser ce qui se passe et d'y répondre ensemble de la façon la plus appropriée et la plus efficace possible. Le Rendez-vous des régions : une porte ouverte sur l'avenir

Comme je l'ai souligné au début de mon intervention, le Rendez-vous national des régions est ainsi plus qu'une réponse à vos demandes, il constitue une véritable porte ouverte sur l'avenir.

Pour le gouvernement, cela signifie que le rendez-vous des régions est directement intégré dans l'action et les priorités gouvernementales.

J'ai rendu public mercredi dernier le plan d'action du gouvernement, à l'horizon 2005. Ce plan d'action va se déployer au cours des prochaines semaines, grâce à la mise en œuvre des différentes stratégies gouvernementales. Je puis vous assurer que ce n'est pas du tout un hasard, si le Rendez-vous national des régions constitue le premier volet du déploiement de l'action gouvernementale. Ce premier geste pour mettre en œuvre le plan d'action est avant tout entre vos mains, car le rendez-vous des régions sera d'abord ce que vous voudrez qu'il soit.

Au cours de la phase préparatoire du rendez-vous, vous avez fait part avec beaucoup de sérieux de vos attentes et de vos priorités. C'est maintenant que les représentants des régions doivent formuler ensemble ce qu'ils considèrent être à la fois des objectifs réalisables et des initiatives qu'il est possible d'engager immédiatement.

Pour ma part, et en tant que premier ministre, je veux aller aussi loin que possible avec vous. Je suis prêt à enclencher immédiatement d'autres actions concrètes, mais également à entreprendre des initiatives audacieuses. Je veux également que l'on tienne compte de la personnalité propre de chaque région en nous adaptant ainsi aux particularités de chacune d'entre elles.

Des moyens limités

Bien évidemment, vous le savez, nos moyens sont loin d'être illimités :

Sur le plan financier, le déséquilibre fiscal existant actuellement entre le gouvernement fédéral et les provinces nous prive des ressources nécessaires aux mandats que nous avons à assumer auprès de la population. Ce déséquilibre fiscal, c'est concrètement un trou de 50000000 \$ chaque semaine dans les revenus sur lesquels nous devrions compter. Pour cette raison, vos propositions devront être financièrement réalistes et ne pas signifier des sommes que l'État québécois n'est pas en mesure d'assumer.

Pour ce qui est des pouvoirs mis à notre disposition, notre statut de province nous interdit de faire tout ce que nous pourrions entreprendre si notre peuple était souverain. Cette réalité, nous devons l'avoir en tête, en imaginant ce qui pourrait être construit si nous étions entièrement maîtres de notre destin. Aller loin dans la réponse aux attentes et aux espoirs Malgré ces handicaps, nous pouvons cependant aller loin dans la réponse à vos attentes et à vos espoirs. Sur le plan économique, je suis parfaitement conscient des difficultés concrètes auxquelles vous êtes confrontés. J'ai ainsi appris qu'en Gaspésie, des emplois offerts ne peuvent être comblés par des personnes déjà sur place en raison de la formation requise. On m'a cité le cas de centres d'appel, ou d'entreprises de fabrication, qui souffraient d'une pénurie de soudeurs.

Dans Chaudière-Appalaches, une entreprise n'a pu faire appel à la commission scolaire pour former ses employés aux nouvelles technologies, car il n'était pas possible de procéder à une formation des employés dans leur milieu de travail. Ces exemples illustrent l'inadéquation entre les besoins de formation de la main-d'œuvre et les services offerts. Voilà un problème que l'on rencontre trop souvent et qui doit absolument être réglé. Nous disposons à cet égard d'un remarquable réseau d'universités et de collèges en région. Il nous faut en tirer tous les bénéfices possibles en ce qui concerne la formation de la main-d'œuvre.

Vos attentes, sur le plan économique, correspondent directement aux priorités du gouvernement. Dans le cadre du plan d'action gouvernemental, notre Stratégie de plein emploi sera rendue publique très rapidement, confirmant ainsi notre obsession pour le développement économique.

L'objectif ambitieux du plein emploi à l'horizon 2005 ne pourra être atteint que si la prospérité

profite à toutes les régions. Je m'attends donc à ce que le Rendez-vous national des régions cible des stratégies gagnantes, à la poursuite d'actions porteuses, toutes initiatives que nous pouvons entreprendre immédiatement, car la prospérité du Québec passe de façon évidente par celle de ses régions.

#### Assurer la vitalité des régions

La croissance économique est la clef de tout. Elle permettra de répondre à notre deuxième défi, celui d'assurer la vitalité de toutes les régions. À cet égard, l'exode des jeunes est un problème particulièrement angoissant pour de nombreuses régions. L'exode des jeunes n'est pas un phénomène nouveau. Le problème, c'est que notre démographie décroissante ne permet plus aux régions de contrebalancer cet exode. Il y a certainement des moyens imaginatifs de garder plus de jeunes en région. Là aussi, j'ai été saisi d'exemples concrets qui me semblent tout à fait caractéristiques à cet égard.

Ainsi, l'un de ces exemples est l'histoire d'un jeune, né sur la Côte-Nord, qui a déménagé à Québec pour obtenir une formation d'ingénieur. Une fois cette formation obtenue, il a voulu revenir dans sa région d'origine, et, effectivement, il a reçu une offre d'emploi fort intéressante.

Le problème, c'est qu'il n'était plus seul et que sa conjointe était prête à l'accompagner, à condition d'avoir également un emploi. Deux emplois étaient donc nécessaires pour garder ce jeune en région, et cette condition n'a pas été remplie. Je trouve cela profondément regrettable, et je suis persuadé qu'une meilleure concertation entre les donneurs d'emplois de la région aurait pu suppléer à l'étroitesse du marché du travail. La vitalité des milieux est une responsabilité nationale, mais c'est également une responsabilité locale. Faire preuve d'imagination, miser sur la croissance

Là aussi, je compte sur le Rendez-vous national des régions pour cibler les initiatives devant assurer la vitalité des milieux. Pour sa part, le gouvernement a un rôle immédiat à jouer en ce qui regarde les services publics qu'il doit assurer, mais je suis fondamentalement persuadé qu'une région économiquement dynamique est la réponse la plus durable que nous pouvons apporter pour assurer cette vitalité.

#### L'autonomie des régions

Pour ce qui est de l'autonomie des régions et de leur capacité à agir sur leur propre développement, le gouvernement que je dirige est prêt à aller très loin. À l'inverse du gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec est convaincu que les responsabilités doivent être exercées le plus près possible des citoyens. Cela signifie que, si les régions peuvent mieux exercer certaines responsabilités, elles doivent le faire et recevoir les moyens nécessaires à cette fin.

En d'autres termes, nous sommes partisans de ce que l'on appelle la subsidiarité, c'est-à-dire le principe selon lequel un gouvernement ne doit pas exercer une responsabilité qui peut être assumée par un autre gouvernement, plus proche de la population. C'est sur ce principe qu'a été construite l'Union européenne, et on doit regretter que le gouvernement fédéral n'y souscrive pas.

## Subsidiarité et imputabilité

Pour sa part, le gouvernement du Québec croit à ce concept de subsidiarité, à condition cependant qu'il s'accompagne d'un autre principe aussi fondamental, celui de l'imputabilité. Ceux qui exercent des responsabilités doivent être imputables devant les citoyens de la façon dont ils ont exercé ces responsabilités. Il s'agit d'un principe fondamental en démocratie que vous devrez avoir en tête tout au long de ce rendez-vous.

## Des moyens simples et pratiques

Indépendamment de ces concepts fondamentaux, il y a des moyens simples et pratiques de donner plus d'autonomie aux décideurs régionaux. Dans la plupart des régions, vous avez souligné la situation devant laquelle vous vous trouvez trop souvent en matière de financement des investissements. Les cas sont multiples où les responsables régionaux ont décidé de l'affectation de fonds qui sont tout à fait disponibles, mais pour laquelle il faut administrativement remonter à Québec pour que la décision prenne effet. Je ne peux pas croire que nous ne soyons pas capables de mettre fin à ces lourdeurs administratives inutiles, afin que les régions aient plus d'emprise sur les instruments de développement qui existent déjà.

## Une vision renouvelée des rapports entre l'État et les régions

Je dis que nous sommes prêts à aller très loin dans l'autonomie des régions. En fait, il faut que ce rendez-vous débouche sur une vision renouvelée des rapports entre notre État national et les régions. Cela veut dire une modification de la façon dont l'État est présent dans les régions, mais cela veut dire également davantage de régions dans l'État. Pour ce qui est de la présence de l'État dans les régions, le plan d'action gouvernemental que je viens de lancer enclenche déjà des initiatives afin de simplifier l'action administrative. Je fais notamment référence à une transformation importante de l'administration gouvernementale, afin d'avoir non pas « moins d'État », mais « mieux d'État ». Pour ce qui est de la présence de l'État dans les régions comme de celle des régions dans l'État, je m'attends à ce qu'il ressorte du Rendez-vous national des régions des propositions concrètes, auxquelles je m'engage à répondre rapidement.

## Des réponses rapides des ministres concernés

Sur chacun des points que vous présenterez ici, vous aurez donc des réponses rapides et précises des ministres concernés. Ce que nous bâtissons ensemble, c'est une vision commune de l'avenir, et je puis vous assurer que le gouvernement assumera ses responsabilités à cette fin.

Concrètement, nous avons une obligation de résultat. Nous devons définir ensemble, d'ici à la fin du rendez-vous, un plan d'action État-régions qui sera notre plan de travail pour les trois prochaines années. Ce plan d'action va comprendre des engagements de part et d'autre, sur des initiatives opérationnelles, intelligentes et réalistes, interpellant à la fois l'État, la société civile et les élus des régions. Il faut donc que nous soyons capables d'inscrire une action commune, porteuse de solutions, à l'horizon 2005.

## Des remerciements

Avant de faire place à la discussion et aux réflexions, je voudrais remercier chacun d'entre vous de votre présence et de votre participation aux travaux qui ont précédé la tenue du Rendez-vous national des régions.

Vous le savez, le déroulement de ces trois journées a été longuement et soigneusement préparé. De multiples consultations ont été effectuées, un cadre de travail rigoureux et opérationnel a été défini et respecté. Je vous remercie bien sincèrement d'avoir ainsi investi vos énergies et vos efforts dans la tenue de cet événement. Une occasion extraordinaire Il nous faut maintenant en tirer pleinement parti. Ce rendez-vous est une occasion extraordinaire pour les régions et l'État du Québec de construire l'avenir. Il faut éviter les listes d'épicerie, les demandes manifestement irréalistes et, au contraire, saisir cette occasion unique pour enclencher les actions qui vont bâtir notre avenir collectif. Je suis convaincu que nous en sommes parfaitement capables. Il est certain qu'on ne peut pas tout faire. Par contre, on peut cibler un certain nombre d'actions, qui auront un effet rapide sur la situation que vous vivez. En ce qui me concerne, vous pouvez compter sur ma volonté et mes convictions pour qu'il ressorte de ces trois journées la promesse d'un Québec meilleur à travers toutes ses régions.

Je vous remercie de votre attention.